



**MARCHÉ PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE**

**OPERATION** : Travaux préparatoires à la mise en service d'une nouvelle ligne de tir pour AGLAE (PIXXL) dans les locaux du C2RMF situés au Louvre

**OBJET DU MARCHE** : Marché de maîtrise d'œuvre

**Titulaire** : (**à préciser**)

**N° de Marché** : (**à préciser**)

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

Date : **avril 2025**

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I - GENERALITES</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>6</b>
1.1 - Objet du marché :	6
1.2 – Titulaire du marché :	6
1.3 - Sous-traitance :	6
1.4 - Catégorie d'ouvrage et nature des travaux :	7
1.5 - Contenu de la mission :	7
1.6 – Prestations et documents à remettre pour chaque élément de mission :	8
1.6.1 Mission de base	8
1.6.2 Missions complémentaires	9
1.6.3 Prestations similaires	10
1.7 - Décomposition en tranches :	10
1.8 - Mode de dévolution des marchés de travaux :	10
1.9 - Intervenants :	10
1.9.1 - Maître d'ouvrage	10
1.9.2 - Ordonnancement, pilotage et coordination	10
1.9.3 - Contrôle Technique	11
1.9.4 - Coordination sécurité et protection de la santé	11
1.9.5 - Coordination SSI	11
1.10 - Contraintes générales	12
1.11 - Coordination des études	12
1.12 – Maintenance et environnement durable	12
1.13 - Travail dissimulé	12
<b>ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>13</b>
2.1 - Pièces particulières :	13
2.2 - Pièces générales :	13
<b>ARTICLE 3 - TVA</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 4 - RETENUE DE GARANTIE</b>	<b>14</b>
<b>CHAPITRE II - REMUNERATION DU MAÎTRE D'OEUVRE, PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 5 - FORFAIT DE REMUNERATION</b>	<b>15</b>
5.1 - Modalités de fixation des forfaits de rémunération	15
5.2 - Dispositions diverses	15
<b>ARTICLE 6 - PRIX</b>	<b>16</b>
6.1 - Forme du prix	16
6.2 - Mode d'établissement des prix du marché	16

6.3 - Choix de l'index de référence	16
6.4 - Modalités de révision des prix	16
6.5 - Cession et nantissement de créance	17
<b>ARTICLE 7 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 8 - REGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D'ŒUVRE</b>	<b>18</b>
8.1 - Avance	18
8.2 - Modalités de règlement des acomptes :	18
8.3 - Paiement du solde – Décompte final – Décompte général	20
<b>CHAPITRE III - DELAIS - PENALITES POUR RETARD</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 9 - DELAIS - PENALITES POUR RETARD EN PHASE ETUDES</b>	<b>22</b>
9.1 - Délais et pénalités pour retard pour l'établissement et la présentation des dossiers d'études	22
9.2 - Réception des documents d'études	23
9.2.1 Présentation des documents	23
9.2.2 Acceptation des documents d'études	23
9.3 - Délais et pénalités pour retard dans l'exécution des reprises d'études	23
9.4 - Délais et pénalités pour retard dans l'exécution des prestations relatives aux modifications apportées en cours d'exécution du marché	23
<b>ARTICLE 10 - DELAIS - PENALITES POUR RETARD EN PHASE TRAVAUX</b>	<b>23</b>
10.1 - Vérification des projets de décomptes	23
10.2 - Décompte général	24
10.3 - Instruction des mémoires en réclamation	24
10.4 - Suspension des délais de paiement	24
10.5 - Visa des études d'exécution des entrepreneurs	24
10.6 - Établissement des comptes-rendus de réunion	25
10.7 - Travaux supplémentaires ou modificatifs	25
10.8 - Opérations préalables à la réception	25
10.9 - Dossier des ouvrages exécutés (DOE)	26
10.10 - Délais et pénalités pour retard dans l'examen des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement	26
10.11 - Points divers concernant les délais	26
<b>ARTICLE 11 – AUTRES PENALITES</b>	<b>26</b>
11.1 - Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail	26

11.2 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux et de responsabilité civile décennale	27
11.3- Transmission des contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage	27
11.4 - Pénalités pour non-déclaration de changement de domiciliation bancaire	27
<b>CHAPITRE IV- CONTROLE DES ENGAGEMENTS DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LES COUTS</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 12 - COUT DE L'OPERATION</b>	<b>28</b>
12.1 - Enveloppe et contenu des prestations	28
12.2 - Coût prévisionnel des travaux (Cp)	28
12.3 - Fixation du coût prévisionnel des travaux (Cp) et du forfait définitif de rémunération – Clause de non proportionnalité de la rémunération au regard du coût des travaux – Clause de réexamen	29
12.4 - Estimation en phase projet	30
12.5 - Coût définitif des travaux (Cf)	30
12.6 - Coût Constaté Final (CCF)	30
12.7 - Respect de l'enveloppe	30
1278.1 - Options techniques :	30
1278.2 - Options économiques :	30
<b>ARTICLE 13 - CONTROLE DES COUTS DE L'OPERATION</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 14 - COMPARAISON ENTRE PREVISION ET REALITE</b>	<b>32</b>
14.1 – Comparaison entre Cp, Cf et CCF	32
14.2 - Comparaisons des coûts effectuées en valeur m0	32
<b>ARTICLE 15 - ECART TOLERE ET REMUNERATION FINALE</b>	<b>32</b>
15.1 - Première phase (études)	32
15.2 - Deuxième Phase (achèvement des travaux)	33
15.2.1. Attention portée par le maître d'œuvre au CCF	33
15.2.2. Respect des objectifs	33
15.2.3 Retenues intermédiaires	33
<b>CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION</b>	<b>34</b>
<b>ARTICLE 16 - EXECUTION ET ORGANISATION DE LA MISSION DU MAITRE D'ŒUVRE</b>	<b>34</b>
16.1 - Hygiène et sécurité	34
16.2 - Organisation des études et du suivi des travaux	34
16.2.1. Réunions de coordination	34
16.2.2. Organisation des équipes	34
16.2.3. Collaborateurs du maître d'œuvre	35
16.2.4 Ordres de service	35
16.2.5. Forme de présentation des plans et pièces écrites dus au titre du présent marché	35

16.3 - Utilisation des normes et de la langue française _____	36
<b>ARTICLE 17 - UTILISATION DES RESULTATS – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE- OBLIGATION DE DISCRETION</b> ____	36
17.1 - Utilisation des résultats et droits de propriété intellectuelle ____	36
17.2 – Obligation de discrétion _____	37
<b>ARTICLE 18 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION</b> _____	37
<b>ARTICLE 19 - ACHEVEMENT DE LA MISSION</b> _____	37
<b>CHAPITRE VI - RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES</b>	38
<b>ARTICLE 20 - RESILIATION</b> _____	38
20.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général _____	38
20.2 – Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre _____	38
20.3 – Résiliation du fait d'un dépassement du coût prévisionnel ____	38
20.4 – Résiliation du fait d'un dépassement des délais _____	38
<b>ARTICLE 21 - CLAUSES DIVERSES</b> _____	39
21.1 - Suivi de l'exécution des travaux : _____	39
21.2 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail : ____	39
21.3 - Arrêt momentané des prestations : _____	39
21.4 – Exécution de la prestation aux frais et risques : _____	39
<b>ARTICLE 22 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES</b> _____	39
22.1 - Assurance décennale : _____	39
22.2 - Responsabilité professionnelle autre que décennale : _____	39
22.3 - Assurance complémentaire du maître d'œuvre : _____	40
22.4 - Assurances complémentaires du maître d'ouvrage : _____	40
22.5 - Justification : _____	40
<b>ARTICLE 23 - REGLEMENT DES DIFFERENDS</b> _____	40
<b>ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU CCAG-MOE</b> _____	41

## CHAPITRE I - GENERALITES

### ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

#### 1.1 - Objet du marché :

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est un marché de prestations intellectuelles (études et contrôles) nécessaires à l'exercice du rôle de maître d'œuvre de la réalisation des travaux préparatoires à la mise en service d'une nouvelle ligne de tir pour AGLAE (PIXXL) dans les locaux du Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF) situés au Louvre.

Le présent marché fait suite à **une procédure adaptée ouverte** passée conformément aux articles L. 2123-1 1° et R. 2123-1 1°, R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

La mission du maître d'œuvre comprend la conception et le suivi de la réalisation des travaux préparatoires à la mise en service d'une nouvelle ligne de tir pour AGLAE (PIXXL) dans les locaux du C2RMF situés au Louvre.

Les prestations confiées au maître d'œuvre comprennent les missions de base « loi MOP » selon les dispositions des articles R. 2431-4 et R. 2431-5 du Code de la commande publique et également les missions complémentaires suivantes :

- une mission de diagnostic (DIAG)
- une mission de coordination des systèmes de sécurité incendie SSI (CSSI)
- une mission ordonnancement, pilotage, et coordination (OPC)

L'opération est décrite dans le Programme de maîtrise d'œuvre (PMOE).

#### 1.2 – Titulaire du marché :

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "le maître d'œuvre " ou "le titulaire", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement intitulé "contractant".

#### 1.3 - Sous-traitance :

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants), ainsi que les dispositions de l'article 3.6 du CCAG-MOE sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.  
A défaut, le représentant du maître d'ouvrage pourra récuser le sous-traitant proposé.
- Le maître d'œuvre ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant au représentant du maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande.  
Le maître d'œuvre ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à [l'article 11.3](#) du CCAP.

- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que le représentant du maître d'ouvrage n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

#### **1.4 - Catégorie d'ouvrage et nature des travaux :**

L'opération concernée par le présent marché est une opération de réhabilitation d'espaces intérieurs au sein d'un bâtiment existant.

#### **1.5 - Contenu de la mission :**

Il est confié au maître d'œuvre une mission de base au sens de l'article R. 2431-5 (réhabilitation) du Code de la commande publique, complétée par une mission de réalisation partielle d'études d'exécution (AVP, PRO/DCE, ACT, DET, AOR et GPA) et par les missions complémentaires suivantes : DIAG, CSSI et OPC.

Le contenu des éléments constituant la mission confiée au maître d'œuvre sera en tout point conforme à celui défini dans les dispositions du Code de la commande publique relatives à la mission des maîtres d'œuvre, compte tenu des compléments et précisions ci-après et de l'annexe 1 au présent CCAP :

##### *a) Mission de base*

Conformément aux articles R. 2431-1 à R. 2431-23 du Code de la commande publique, la mission de base comprend les éléments suivants :

- un avant-projet (AVP),
- un projet (PRO),
- l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT),
  - . Analyse des dossiers de candidature,
  - . Dossier de consultation des entreprises (plans d'exécution, spécifications techniques, cahier des clauses techniques particulières, etc.),
  - . Un suivi des consultations et une analyse des offres,
- le visa des études d'exécution et de synthèse (VISA),
- la direction de l'exécution des marchés de travaux (DET),
- une assistance à la réception des ouvrages (AOR),
- une assistance pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA).

Ces éléments de mission sont pris en compte dans l'évaluation de la complexité de l'opération.

##### *b) Missions complémentaires*

Les missions complémentaires confiées au maître d'œuvre sont les suivantes :

- une mission de diagnostics (DIAG),
- une mission de coordination des systèmes de sécurité incendie SSI (CSSI),
- une mission ordonnancement, pilotage, et coordination (OPC).

Le contenu détaillé des prestations figure en annexe 1 du présent CCAP.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18 du présent CCAP, chacune des étapes et des sous étapes ci-dessus constitue une partie technique au sens dudit article.

Concernant les missions complémentaires qui ne sont pas confiées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, ce dernier, au titre de son obligation de conseil, attire l'attention du maître d'ouvrage sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations correspondantes si le maintien de la cohérence de l'opération le justifie.

## **1.6 – Prestations et documents à remettre pour chaque élément de mission :**

Pour chaque élément de mission ou phase, le maître d'œuvre réalisera et remettra les prestations et documents listés ci-après :

### **1.6.1 Mission de base**

#### Études d'avant-projet (AVP)

Ensemble des pièces à fournir par le maître d'œuvre :

- une étude justificative des solutions techniques retenues et leur adéquation avec les contraintes du programme et conclusion de la phase diagnostics,
- une description détaillée des travaux pour chaque corps d'état concerné,
- le détail des dispositifs techniques à valider avec l'autorité de sûreté nucléaire (ASN),
- l'établissement des plans (et leur échelle), les coupes et des détails,
- une estimation, par corps d'état, des travaux,
- une mise à jour du planning prévisionnel transmis au stade de l'offre,
- les orientations relatives aux installations de chantier et à la réduction de l'impact des travaux pour le C2RMF (y compris nuisances).

#### Etudes de projet (PRO)

Le maître d'œuvre établira les documents suivants qui serviront de base au dossier de consultation des entreprises (DCE) après avoir obtenu l'agrément du maître d'ouvrage :

- les dossiers de plans,
- les spécifications techniques sous la forme d'un descriptif détaillé des ouvrages et des prestations à réaliser : nature et caractéristiques des matériaux et équipements nécessaires et conditions de leur mise en œuvre, y compris conditions d'intervention et modalités de réduction des nuisances et impacts des travaux pour le C2RMF.
- les cadres de décomposition du prix global et forfaitaire pour chaque corps d'état en listant les prestations à réaliser, les quantités de matériaux et les équipements nécessaires à la réalisation et les unités de compte,
- la détermination du délai global de réalisation,
- le détail des dispositifs techniques à valider avec l'autorité de sûreté nucléaire (ASN).

#### Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux (ACT)

Le maître d'œuvre assistera le maître d'ouvrage dans les opérations suivantes :

- préparation de la consultation des entreprises (ensemble des pièces techniques) ;
- analyse des offres et, s'il y a lieu, des variantes à ces offres (remise d'un rapport complet conforme aux critères du règlement de consultation définis par le maître d'ouvrage) ;
- analyse des mémoires méthodologiques des entreprises notamment au regard de la réglementation relative aux risques sur la santé des travailleurs (remise d'un rapport complet conforme aux critères du règlement de consultation définis par le maître d'ouvrage) ;
- préparation des mises au point, le cas échéant, des négociations permettant la passation des marchés de travaux (remise d'un rapport complet conforme aux critères du règlement de consultation définis par le maître d'ouvrage).

#### Visa des études d'exécution et de synthèse (VISA)

Afin que les documents établis par les entreprises respectent les dispositions du projet, le maître d'œuvre assure l'examen de la conformité au projet des études de synthèse et d'exécution. Ce visa porte sur l'ensemble des documents produits.



#### Direction de l'exécution des marchés de travaux et assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (DET - AOR)

Le maître d'œuvre assurera la direction de l'exécution des contrats de travaux.

#### Assistance pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA)

La mission du maître d'œuvre prendra fin à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement (GPA) des marchés de travaux, éventuellement prolongée.

### **1.6.2 Missions complémentaires**

Le marché prévoit 3 missions complémentaires :

#### Mission de diagnostics (DIAG)

Cette mission consiste à réaliser des investigations complémentaires afin de parfaire la connaissance du bâtiment et de ses installations techniques. Elle comprend également l'analyse des besoins pour la réalisation du programme de travaux. Les résultats des investigations seront analysés et présentés sous forme de rapport servant de référence pour les étapes suivantes du projet.

Documents à remettre :

- Rapport d'investigations complémentaires.
- Analyse des besoins techniques et recommandations pour le projet.
- Synthèse des éléments existants.

#### Mission de coordination des systèmes de sécurité incendie SSI (CSSI)

La mission de coordination SSI comprend l'élaboration des principes de sécurité incendie du laboratoire. Elle inclut également la validation des documents de sécurité, tels que les notices et les plans, ainsi que l'élaboration et la mise à jour du cahier des charges SSI pour la consultation SSI et du dossier d'identité SSI, en lien avec les documents déjà existants. Le suivi des travaux et la validation des équipements installés font également partie intégrante de cette mission.

Documents à remettre (sur le périmètre des travaux) :

- Cahier des charges SSI GE2.
- Cahier des charges SSI au stade de la consultation.
- Dossier d'identité SSI (plans DOE, schémas de principe, liste des matériels SSI, certificats de conformité, etc.).
- Rapport de validation des CCTP SSI et du cahier des charges SSI.

#### Mission ordonnancement, pilotage, et coordination (OPC)

La mission OPC est confiée au maître d'œuvre. Elle consiste à collecter toutes les informations nécessaires pour assurer le bon déroulement du chantier. Elle inclut la vérification des plannings et le suivi des différentes étapes de la construction. L'OPC organise les réunions de chantier et de coordination, suit l'avancement des travaux, et gère les réserves ainsi que les ajustements de calendrier. En fin de chantier, cette mission comprend également la préparation des documents nécessaires à la réception des travaux.

Documents à remettre :

- Journal de chantier avec événements et avancement des travaux.
- Rapport d'activité mensuel.
- Comptes rendus de réunions de chantier et de coordination.

- Dossier des ouvrages exécutés (plans de recollement, notices d'entretien, attestation des contrôles de sécurité, etc.).
- Rapport de fin de chantier avec état des réserves et propositions pour la pénalisation des retards.

### **1.6.3 Prestations similaires**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

### **1.7 - Décomposition en tranches :**

Sans objet

### **1.8 - Mode de dévolution des marchés de travaux :**

Les travaux seront dévolus en lots séparés ou en entreprise générale et feront l'objet des procédures prévues par les dispositions du Code de la commande publique en fonction des seuils observés et des prestations à réaliser.

Il est précisé que le découpage en lot se fait en concertation avec le maître d'ouvrage au niveau de l'avant-projet (AVP).

A cette fin, le DCE devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix forfaitaire.

Un planning définitif de remise des dossiers de consultation des entreprises sera alors établi.

L'enveloppe financière du coût de travaux indiquée à l'acte d'engagement s'entend dans cette hypothèse (lots séparés ou entreprise générale). Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une augmentation de cette enveloppe au moment du choix définitif de l'allotissement. Tout au long des études d'avant-projet, le chiffrage du projet devra donc se faire selon l'hypothèse la plus « défavorable » d'un point de vue financier, quel que soit l'allotissement finalement arrêté.

### **1.9 - Intervenants :**

#### **1.9.1 - Maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage est l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC) – 30 rue du château des rentiers – CS61336 – 75647 Paris cedex 13 par convention annuelle de programmation du 21 décembre 2021.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le maître d'ouvrage ».

#### **1.9.2 - Ordonnancement, pilotage et coordination**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination fait partie des missions complémentaires confiées au maître d'œuvre conformément à l'article 1.5 b du présent CCAP.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "l'OPC" ou le "pilote".

### **1.9.3 - Contrôle Technique**

Le maître d'ouvrage pourra être assisté d'un Contrôleur Technique qui intervient dans les conditions prévues aux articles L. 111-23 et suivants et les articles R. 111-29 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au Contrôleur Technique sont relatives (liste non limitative) :

- à la solidité des ouvrages (type L)
- à la sécurité des personnes (type S)
- à la compatibilité des travaux avec l'existant (mission LE)
- à la solidité des équipements non indissociablement liés (mission P1)

Le maître d'œuvre doit tenir compte, sans rémunération complémentaire, de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître d'ouvrage lui aura notifiées pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études que de la réalisation des travaux.

Le titulaire de la mission de contrôle technique n'est pas désigné à ce jour.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le Contrôleur Technique".

### **1.9.4 - Coordination sécurité et protection de la santé**

L'ensemble des travaux concernés par la présente opération est soumis aux dispositions des articles L. 4532-2 et suivants du Code du travail et ses décrets d'application.

A ce titre, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera confiée à un organisme agréé. La mission relève de la catégorie 2 et sera rémunérée par le maître d'ouvrage.

Le coordonnateur sera désigné en application des articles L4532-3, -4 et -7 du code du travail par le maître d'ouvrage.

Le coordonnateur sera associé pendant toutes les phases de l'opération à l'élaboration et à la réalisation du projet ; il aura accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et sera destinataire de toutes les études réalisées par celui-ci.

Le titulaire de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé n'est pas désigné à ce jour.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "CSPS".

### **1.9.5 - Coordination SSI**

La mission SSI est incluse dans le présent contrat et sera confiée au maître d'œuvre titulaire du présent marché.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le SSI".

### **1.9.6 – Autres intervenants**

Il est précisé que le maître d'ouvrage pourra se faire assister à tout moment par des spécialistes et experts dans différentes disciplines, s'il le juge utile.

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres assistants à maîtrise d'ouvrage (AMO) ou maîtres d'œuvres en cours d'études ou de réalisation pour des missions autres que les missions intégrées au présent marché. Ces intervenants n'ont pas pour mission de se substituer à la MOE ou d'en pallier les carences.

Le maître d'œuvre devra, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, prendre en compte les observations de ces nouveaux AMO ou MOE qui auront été retenus par le représentant du maître d'ouvrage.

### **1.10 - Contraintes générales**

Dans le cadre de ces études, le maître d'œuvre doit prendre en compte les contraintes liées :

- au maintien en fonctionnement du bâtiment et de ses abords,
- au site, et à son fonctionnement,
- aux réseaux primaires déjà réalisés,
- aux autres opérations d'aménagement,
- aux contraintes d'accès,
- aux risques d'incendie en cours de chantier (éviter tout départ de feu et sa propagation, permettre l'évacuation du personnel et faciliter l'intervention des services de secours)

### **1.11 - Coordination des études**

a) avec le Coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

Le maître d'œuvre devra, en concertation avec le CSPS, prendre en compte les risques liés **à la sécurité incendie en cours de chantier**, aux éventuelles pollutions au plomb et amiante ou d'atteinte à la sécurité et santé des travailleurs à la fois en phase étude mais également en phase exécution. A ce titre, ce dernier devra alerter la maîtrise d'ouvrage sur les risques, proposer des préconisations d'intervention adaptées aux risques, prendre en compte les remarques et observations du CSPS et les observations des organismes concernant la sécurité et la protection des travailleurs en phase étude et exécution.

b) avec les éventuels autres opérations menées par le C2RMF

Les ouvrages décrits au présent contrat étant imbriqués avec des ouvrages réalisés simultanément ou non simultanément, obligation est faite au maître d'œuvre de coordonner ses études avec celles menées pour des ouvrages mitoyens. La coordination sera animée par les équipes du C2RMF, assisté du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre s'engage à fournir l'ensemble des éléments pouvant influencer sur les projets visés ci-dessus, dès qu'ils sont connus. De même, il s'engage à prendre en compte les contraintes des évolutions des projets visés ci-dessus si elles ne remettent pas en cause l'économie du projet.

### **1.12 – Maintenance et environnement durable**

Le maître d'ouvrage attache une attention particulière à ce que le maître d'œuvre conduise ses études de telle sorte que le coût de maintenance des ouvrages qu'il projette soit optimisé et que les objectifs de développement durable soient respectés.

Pour ce faire, le maître d'ouvrage entend également analyser les projets sous ces deux angles. Le maître d'œuvre fournit les éléments lui permettant d'examiner le projet sous ces angles, étant précisé que l'aspect économique lié à l'exploitation et à la maintenance est un élément important qui doit être pris en compte dans la conception des ouvrages (dispositions constructives, qualité des matériaux et matériels proposés, ...).

### **1.13 - Travail dissimulé**

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le maître d'œuvre s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du maître d'ouvrage, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

## ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage remet à la demande du maître d'œuvre, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au maître d'œuvre de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

### 2.1 - Pièces particulières :

- l'Acte d'engagement (AE) et ses 2 annexes :

- Annexe 1 : demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance,
- Annexe 2 : Organigramme de la maîtrise d'œuvre
- Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de l'opération

- la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) comprenant :

- a. la décomposition du forfait de rémunération par élément de mission et par cotraitant
- b. la décomposition du forfait de rémunération par élément de mission, cotraitant, temps passé, qualification et coût journalier

- le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses 5 annexes :

- Annexe 1 : Précisions relatives aux éléments de mission à la charge du maître d'œuvre ;
- Annexe 2 : Système informatique de gestion financière des marchés de travaux (Ediflex)
- Annexe 3 : Transmission CHORUS PRO
- Annexe 4 : Charte faibles nuisances de l'OPPIC.

- Le Programme de maîtrise d'œuvre (PMOE) et ses 6 annexes :

- Annexe 1 : Plan du laboratoire AGLAE
- Annexe 2 : DOE travaux 2015
- Annexe 3 : Courriers autorité de sureté nucléaire
- Annexe 4 : Rapport commission de sécurité
- Annexe 5 : Plan/schéma zone de travaux
- Annexe 6 : Reportage photographique

- Les pièces écrites et dessinées du dossier présenté par le titulaire (pour les éléments favorables au maître d'ouvrage).

### 2.2 - Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre ;

- les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil issu de l'arrêté du 7 octobre 2021 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil.

- Le Code de la commande publique et notamment le Livre IV du Code de la commande relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée, et l'annexe 20 du Code de la commande publique ;

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

<b>ARTICLE 3 - TVA</b>
------------------------

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent CCAP sont exprimés hors TVA.

<b>ARTICLE 4 - RETENUE DE GARANTIE</b>
--

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le maître d'œuvre serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

## CHAPITRE II - REMUNERATION DU MAÎTRE D'OEUVRE, PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

### ARTICLE 5 - FORFAIT DE REMUNERATION

#### 5.1 - Modalités de fixation des forfaits de rémunération

Les forfaits de rémunération sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 fixé dans l'acte d'engagement.

##### - Concernant la mission de base :

Le forfait provisoire de rémunération de la mission de base de maîtrise d'œuvre décrite au 1.5 a) du présent C.C.A.P. est fixé à l'article 2.4.1 de l'acte d'engagement sur la base de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixée à l'article 2.2 de l'acte d'engagement.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre dans le dossier de consultation des entreprises et des documents mentionnés à l'article 2 du présent CCAP ; il tient notamment compte des éléments suivants :

- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement ;
- nature et spécificités du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage ;
- mode de dévolution des marchés de travaux ;
- assurances.

Le forfait définitif de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre sera fixé par avenant parallèlement à la fixation du coût prévisionnel des travaux et prestations concernées. Il tient compte notamment du programme définitif de l'opération, arrêté par le maître d'ouvrage à l'issue de l'avant-projet (AVP).

Les modalités de fixation du forfait définitif sont indiquées à l'article 2.4.2 de l'acte d'engagement. La partie du forfait de rémunération correspondant aux éléments de mission déjà réalisés est considérée comme définitive (soit à la fin de l'AVP).

##### - Concernant les missions complémentaires :

Les forfaits définitifs de rémunération des missions complémentaires décrites au 1.5 b) du présent C.C.A.P. sont fixés à l'article 2.4.3 de l'acte d'engagement.

#### 5.2 - Dispositions diverses

Les forfaits de rémunération sont exclusifs de tout autre émolument et de tout autre remboursement de frais au titre de l'exécution des prestations objet du marché.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

La rémunération du titulaire couvre l'ensemble des honoraires de maîtrise d'œuvre dus au titre de la mission de maîtrise d'œuvre objet du présent marché, y compris ceux des bureaux d'études ou d'autres spécialistes éventuellement nécessaires.

Il est précisé que le prix forfaitaire du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire, y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle et de sa responsabilité civile décennale. Ces frais incluent

notamment ceux relatifs : aux déplacements, à la reprographie des documents d'études prévus au présent document, aux frais de secrétariat.

Le mandataire assure le pilotage des cotraitants du groupement. Dans l'hypothèse où la coordination ne serait pas ou serait incomplètement réalisée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'opérer une réfaction au marché.

<b>ARTICLE 6 - PRIX</b>
-------------------------

Les répercussions sur tous les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations s'effectuent conformément aux articles R. 2112-7 à R. 2112-18 du Code de la commande publique.

Elles sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

#### **6.1 - Forme du prix**

Le prix est global et forfaitaire et révisable selon les modalités fixées ci-après.

#### **6.2 - Mode d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro ou « mois m0 » fixé dans l'acte d'engagement.

#### **6.3 - Choix de l'index de référence**

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix du marché est l'index ingénierie I (Base 2010 – Identifiant : 001711010) publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

#### **6.4 - Modalités de révision des prix**

Les prix sont révisables selon la formule :

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (I_{m-4}/I_{m0-4})]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- P<sub>0</sub> est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;
- au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant (I<sub>m0-4</sub>) aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois zéro ;



- au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices à une date antérieure de 4 mois au mois d'exécution des prestations (Im-4).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à Po arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

## **6.5 – Cession et nantissement de créance**

Il sera fait application de l'article 4.2 du CCAG-MOE.

<b>ARTICLE 7 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES</b>
---

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, l'ordre de service mentionné à l'article 14.1 du CCAG-MOE fixe provisoirement le prix nouveau retenu par le maître d'ouvrage pour leur rémunération après consultation du maître d'œuvre.

Ce prix provisoire, permettant une juste rémunération du maître d'œuvre, est utilisé pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le maître d'œuvre est réputé avoir accepté le prix provisoire fixé par l'ordre de service si, par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-MOE, dans le délai de quinze jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ce prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, le prix qu'il propose. En cas de désaccord, le maître d'ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont d'accord pour arrêter le prix définitif ou lorsque le prix est devenu définitif dans le silence du maître d'œuvre, celui-ci fait l'objet d'un avenant ultérieur.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage peut émettre des ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives même si le montant cumulé des ordres de service qui n'ont pas donné lieu à la signature d'un avenant est supérieur à 10 % du montant hors taxes du marché. Au-delà de ce seuil, le maître d'œuvre ne peut refuser d'exécuter le ou les ordres de service au motif qu'ils n'ont pas encore fait l'objet d'un avenant.

A l'exception d'un OS relatif à des prestations prévues au marché, le maître d'œuvre n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service mentionné à l'article 14.2 du CCAG-MOE lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-MOE, un tel refus d'exécuter opposé par le maître d'œuvre n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, au maître d'ouvrage, dans le délai de sept jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

En cas de désaccord sur le montant fixé dans l'ordre de service, le maître d'œuvre réserve cet ordre de service mais ne peut pas opposer un refus d'exécuter

Le titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir. Le titulaire dispose à cet effet d'un délai d'un mois à compter de la notification de l'ordre de service, à moins que celui-ci n'ait spécifié un délai différent.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D'ŒUVRE
---

### **8.1 - Avance**

En application de l'option B.11.1 du CCAG, une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au maître d'œuvre, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % pour chaque co-traitant ou sous-traitant admis au paiement direct, lorsque celui-ci est une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission européenne du 6 mai 2003.

Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

### **8.2 – Modalités de règlement des acomptes :**

Conformément à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire du marché ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique.

Depuis le 1er janvier 2021, seules les factures déposées sur le serveur CHORUS PRO sont déclarées comme réceptionnées. Les factures doivent être transmises via le portail CHORUS PRO accessible par internet à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr> ; soit

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires : <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Par dérogation aux dispositions de l'article 11.2 du CCAG-MOE, la gestion des acomptes pour le maître d'œuvre est assurée par traitement informatique dans les conditions fixées à l'annexe n°2 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 11.8.2 du CCAG-MOE, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions suivantes :

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées dans les conditions et dont la fréquence sont définis ci-après.

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.4.2 du CCAG-MOE, l'échéancier des paiements sera établi comme suit :

Phase	Date d'exigibilité
Diagnostic	80 % à la remise du dossier 100 % à la validation du dossier
Etudes d'Avant-Projet	80 % à la remise du dossier 100 % à la validation du dossier
Etudes projet, études d'exécution, élaboration des dossiers de consultation d'entreprises	80 % au prorata de la remise des dossiers 100 % à la remise des dossiers rectifiés
Analyse des offres - mise au point des contrats et/ou négociations.	60 % au prorata des analyses effectuées 100 % au prorata des marchés notifiés
Examen de la conformité - visa - participation à la synthèse	au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'exécution des contrats travaux	au prorata de l'avancement de la mission
Réception et levée des réserves	80 % au prorata des réceptions effectuées 100 % au prorata de la notification des DGD
Etablissement des DOE	au prorata de la remise des dossiers
Garantie de parfait achèvement	à l'achèvement du délai de garantie
<b>Autres missions complémentaires</b>	au fur et à mesure de l'avancement des prestations correspondantes

#### Etat périodique :

L'état périodique établi par le maître d'œuvre indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il est annexé.

#### Projet de décompte périodique :

Le projet de décompte correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre, résultant des prestations effectuées depuis le début du marché. Ce montant est évalué en prix de base. Le projet de décompte périodique comporte les éléments définis à l'article 11.3 du CCAG-MOE.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte périodique et dresse un état d'acompte périodique.

#### Acompte périodique :

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant du décompte périodique ci-dessus ;
- l'avance et, dès que nécessaire, sa part de récupération.

- les pénalités éventuelles appliquées ;
- le surcoût des prestations éventuellement réalisées aux frais et risques du maître d'œuvre ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée conformément à [l'article 6.4](#) ci-dessus sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente P-1 ;
- l'incidence de la TVA ;
- le montant total de l'acompte à verser augmentée éventuellement des intérêts moratoires dûs.

Le représentant du maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le décompte périodique remis par le maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le représentant du maître d'ouvrage.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

### **8.3 – Paiement du solde – Décompte final – Décompte général**

Par dérogation aux articles 11.7 et 11.8 du CCAG-MOE, le paiement du solde du marché est effectué dans les conditions suivantes.

Après réception des prestations faisant l'objet du marché ou, si le marché est fractionné, d'une phase assortie d'un paiement partiel définitif, le maître d'œuvre doit adresser au représentant du maître d'ouvrage le décompte final du marché accompagné de sa demande de paiement pour solde.

Ce décompte établit le montant, en prix de base, des sommes auxquelles le maître d'œuvre peut prétendre du fait de l'exécution du marché. Il est remis au représentant du maître d'ouvrage, selon les modalités définies à l'annexe n°3 du présent CCAP (via le système informatique de gestion financière du marché)(, dans un délai de **trente jours calendaires** à compter de la date de notification de la décision de réception des prestations.

Le décompte final est accepté ou rectifié par le représentant du maître d'ouvrage pour tenir compte, le cas échéant, de l'application des termes correctifs, pénalités ou sommes mises aux frais et risques visés aux articles correspondant du présent CCAP.

Le projet de décompte final accepté ou rectifié par le représentant du maître d'ouvrage devient le décompte final du marché. Le représentant du maître d'ouvrage établit l'état de solde dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des acomptes périodiques.

Le représentant du maître d'ouvrage établit le décompte général (récapitulatif des acomptes et du solde, état de solde, décompte définitif) et son montant (somme des acomptes et du solde).

Ce décompte général est notifié au maître d'œuvre avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 30 jours calendaires à compter de la réception du décompte final ;
- 15 jours calendaires après la parution de l'index permettant la révision du solde.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de **30 jours calendaires** pour remettre au représentant du maître d'ouvrage le décompte général signé, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Passé ce délai, le décompte général est réputé accepté par le maître d'œuvre. Il devient ainsi le décompte général et définitif.

Le paiement du solde interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le représentant du maître d'ouvrage.

En cas de contestation du maître d'œuvre sur le montant de la somme due, le représentant du maître d'ouvrage procède, dans les délais prévus au précédent alinéa, au paiement des sommes qu'il a admises au titre du décompte général. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du désaccord.

### CHAPITRE III - DELAIS - PENALITES POUR RETARD

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du maître d'œuvre. Les pénalités ne sont pas révisables.

Toutes les pénalités issues des articles 9 à 11 du présent CCAP ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE.

Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au maître d'ouvrage

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-MOE lorsque le délai dont dispose le maître d'œuvre expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, et en cas de retard, le maître d'œuvre encourt les pénalités fixées aux articles 9, 10 et 11 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, les pénalités de retard relatives à la phase études (ESQ (le cas échéant), APS, APD, PRO et ACT) sont plafonnées à hauteur de 15% du montant des missions relatives à cette phase.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, les pénalités de retard relatives à la phase travaux (VISA, DET, AOR) sont plafonnées à hauteur de 15% du montant des missions relatives à cette phase.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

Le retard du titulaire au titre du présent marché sur un élément de mission [n] est susceptible de conduire à l'application de pénalités provisoires, qui seraient remboursées à l'issue de l'élément de mission [n+1] si le retard constaté lors de la production de l'élément [n] a été résorbé à l'élément [n+1]. La fixation du montant définitif des pénalités a lieu au moment du décompte général.

#### ARTICLE 9 - DELAIS - PENALITES POUR RETARD EN PHASE ETUDES

##### **9.1 - Délais et pénalités pour retard pour l'établissement et la présentation des dossiers d'études**

L'acte d'engagement fixe la durée d'établissement des documents d'études ainsi que le point de départ de ces délais.

En cas de retard dans l'établissement et la présentation des dossiers d'études, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à :

- pour les dossiers d'Avant-Projet, à 10 millièmes du montant de l'élément de mission correspondant,
- pour les dossiers de consultation des entreprises (incluant les études de projet et les études d'exécution), à 10 millièmes du montant des éléments de mission correspondants (PRO + EXE) du marché.

## **9.2 - Réception des documents d'études**

### **9.2.1 Présentation des documents**

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

### **9.2.2 Acceptation des documents d'études**

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage en 2 exemplaires dont un reproductible et format dématérialisé. Ils devront être remis au maître d'ouvrage sous format « .pdf » pour ce qui concerne l'ensemble des documents écrits et sous format « autocad » pour les plans.

Le maître d'ouvrage se prononce sur l'acceptation de chaque dossier d'études dans le délai d' 1 mois à compter de la remise des documents formant ce dossier.

Le démarrage des prestations d'une partie technique ne pourra débuter qu'à compter de la validation ou réception expresse par le maître d'ouvrage de la partie technique précédente.

Si cette acceptation est assortie d'observations et de remarques, le maître d'œuvre doit :

- pour le dossier des études d'avant-projet, tenir compte de ces observations et remarques dans l'élaboration du projet,
- pour les dossiers de consultation des entreprises comprenant les études de projet et les études d'exécution, remettre dans un délai de 5 jours ouvrables les dossiers rectifiés. Le non-respect de ce délai implique l'application des pénalités prévues à l'article 9.1 pour cette phase.

## **9.3 - Délais et pénalités pour retard dans l'exécution des reprises d'études**

Le délai pour les reprises d'études nécessitées par l'application de l'article 15.1 du présent CCAP sera notifié par ordre de service accepté sans réserve au maître d'œuvre.

Une pénalité de 200 Euros H.T par jour est applicable en cas de retard dans la remise des études complémentaires visées à l'article 15.1 du présent CCAP.

## **9.4 - Délais et pénalités pour retard dans l'exécution des prestations relatives aux modifications apportées en cours d'exécution du marché**

Une pénalité de 200 Euros H.T par jour est applicable en cas de retard dans la remise de toutes prestations demandées au cours de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG-MOE.

<b>ARTICLE 10 - DELAIS - PENALITES POUR RETARD EN PHASE TRAVAUX</b>
---

## **10.1 - Vérification des projets de décomptes**

Au cours de la réalisation des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décompte mensuel de l'entrepreneur.

Par dérogation aux dispositions des articles 11.5, 11.2 et 11.3 du CCAG-MOE, la gestion des décomptes et acomptes par l'entrepreneur, le maître d'œuvre, l'OPC et le représentant du maître

d'ouvrage est assurée par traitement informatique dans les conditions fixées à l'annexe n° 3 du présent CCAP, qui précise les conditions de fonctionnement du système informatique de gestion financière des marchés de travaux, dont le maître d'œuvre aura obligation de se servir.

Le délai maximum imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification et à la transmission des pièces visées ci-avant est fixé à 6 jours, à compter de la date de réception du projet de décompte mensuel.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités d'un montant égal à la plus élevée des deux sommes suivantes :

- soit, par jour de retard, 100 millième du montant TTC dudit décompte,
- soit, le montant des intérêts moratoires que le maître d'ouvrage aura été conduit à verser aux entrepreneurs concernés, du fait du retard du maître d'œuvre (articles R. 2192-32 à R. 2192-36 du Code de la commande publique).

## **10.2 - Décompte général**

Par dérogation aux dispositions des articles 11.7 et 11.8 du CCAG-MOE, la vérification du projet de décompte final et l'établissement du projet de décompte général par le maître d'œuvre sont assurés par traitement informatique dans les conditions fixées dans les conditions fixées à l'annexe n° 3 au présent CCAP, qui précise les conditions de fonctionnement du système informatique de gestion financière des marchés de travaux, dont le maître d'œuvre aura obligation de se servir.

Le délai d'établissement du projet de décompte général est fixé à 15 jours ouvrés à partir de la réception du projet de décompte final remis par l'entrepreneur.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités d'un montant égal à la plus élevée des deux sommes suivantes :

- soit, par jour de retard, 100 millième du montant TTC dudit décompte,
- soit, le montant des intérêts moratoires que le maître d'ouvrage aura été conduit à verser aux entrepreneurs concernés, du fait du retard du maître d'œuvre (articles R. 2192-32 à R. 2192-36 du Code de la commande publique)

## **10.3 - Instruction des mémoires en réclamation**

Le délai d'instruction par le maître d'œuvre d'un mémoire de réclamation émis par l'entrepreneur est de 45 jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 200 Euros H.T.

## **10.4 - Suspension des délais de paiement**

Lorsque la suspension du délai de paiement des sommes dues à l'entrepreneur s'avère nécessaire pour des raisons imputables à ce dernier, le maître d'œuvre doit aussitôt en informer le maître d'ouvrage afin de lui permettre de mettre en œuvre la procédure par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, 15 jours au moins avant l'expiration du délai de paiement.

## **10.5 - Visa des études d'exécution des entrepreneurs**

Le délai imparti au maître d'œuvre pour viser les études d'exécution de l'entrepreneur est de 15 jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre des documents.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 200 Euros H.T.



## **10.6 - Établissement des comptes-rendus de réunion**

Le maître d'œuvre établit les comptes-rendus de réunion de chantier qu'il diffuse à tous les participants dans le délai de 4 jours à compter de la date de la réunion.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 200 Euros H.T.

## **10.7 – Travaux supplémentaires ou modificatifs**

En cas de travaux supplémentaires ou modificatifs, le maître d'œuvre notifie à l'entrepreneur l'exécution de ces travaux par ordre de service.

Cet ordre de service fixe le délai maximum dans lequel l'entrepreneur doit lui transmettre son devis. Ce délai ne saurait être inférieur à 15 jours.

L'ordre de service fixant les prix provisoires des prestations supplémentaires ou modificatives intervient au plus tard dans un délai de 15 jours à compter de la réception du devis de l'entrepreneur par le maître d'œuvre et après l'accord du maître d'ouvrage.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 200 Euros H.T.

## **10.8 - Opérations préalables à la réception**

Les opérations de réception des travaux se dérouleront de la manière suivante :

L'entrepreneur avise, à la fois, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 20 jours à compter de la date d'achèvement des travaux fixée sur cet avis pour procéder aux opérations préalables à la réception en présence des entrepreneurs dûment convoqués et du représentant du maître d'ouvrage.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 200 Euros H.T.

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Le représentant du maître d'ouvrage, avisé par le maître d'œuvre de la date de ces opérations, peut y assister ou s'y faire représenter. Ces opérations préalables à la réception feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le maître d'œuvre et propre à chaque marché de travaux. Le procès-verbal doit également mentionner soit la présence du représentant du maître d'ouvrage, soit, en son absence, le fait que le maître d'œuvre l'avait avisé.

En cas d'absence du maître d'œuvre aux opérations préalables à la réception ou de refus non justifié de procéder à ces opérations, le représentant du maître d'ouvrage pourra se faire assister d'un expert. Les prestations effectuées par l'expert désigné par le représentant du maître d'ouvrage seront mises aux frais et risques du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de 5 jours à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour faire connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au représentant du maître d'ouvrage la réception et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 200 H.T.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception et aux propositions complémentaires correspondantes du maître d'œuvre au représentant du maître d'ouvrage.

#### **10.9 - Dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

Le délai imparti au maître d'œuvre pour examiner les DOE des entreprises est de 10 jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre des documents de la part entreprise.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 200 H.T.

#### **10.10 - Délais et pénalités pour retard dans l'examen des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement**

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, pour l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre disposera d'un délai qui lui sera notifié par ordre de service accepté sans réserve.

Une pénalité de 200 Euros H.T par jour est applicable en cas de retard dans la remise du rapport d'examen de ces désordres.

#### **10.11 - Points divers concernant les délais**

Dans le cadre de sa responsabilité particulière, le maître d'œuvre doit tout mettre en œuvre pour que chaque intervenant puisse concourir à la réalisation de l'ouvrage dans le cadre du calendrier général qui s'impose à tous.

##### - Délai d'exécution des travaux

Les marchés de travaux fixent les délais d'exécution des travaux.

Au cas où le calendrier de l'opération est modifié par décision du maître d'ouvrage, le nouveau calendrier doit être notifié aux entrepreneurs par un ordre de service du maître d'œuvre.

##### - Remise de documents pour l'ordonnancement, le pilotage et la coordination

Le maître d'œuvre doit fournir au pilote et au maître d'ouvrage les informations et documents nécessaires à leurs missions.

<b>ARTICLE 11 – AUTRES PENALITES</b>
--------------------------------------

#### **11.1 - Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail**

Sur demande écrite du représentant du maître d'ouvrage, en recommandé avec accusé de réception, le maître d'œuvre produira les documents visés à [l'article 1.13](#) du présent CCAP (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité de 300 € HT par jour de retard sera appliquée en

cas de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du maître d'ouvrage aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L8222-6 du code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

#### **11.2 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux et de responsabilité civile décennale**

Conformément à [l'article 22](#) du présent CCAP, le maître d'œuvre est tenu de communiquer au maître d'ouvrage ses attestations d'assurances dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 200 € HT par jour de retard.

#### **11.3- Transmission des contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage**

Conformément à [l'article 1.3](#) du présent CCAP, le maître d'œuvre est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant du maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-MOE, la pénalité suivante sera appliquée : 200 HT par jour de retard.

#### **11.4 - Pénalités pour non-déclaration de changement de domiciliation bancaire**

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

ARTICLE 12 - COUT DE L'OPERATION

Le maître d'ouvrage attache une grande importance à ce que le coût des travaux et prestations, à chaque stade d'avancement de l'opération, soit le plus proche possible de l'enveloppe fixée à l'Acte d'Engagement.

**12.1 - Enveloppe et contenu des prestations**

L'enveloppe financière prévisionnelle (Ef) définie à l'article 2.2 de l'acte d'engagement du présent marché comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme tel que décrit dans les pièces constitutives du présent marché.

Elle est réputée être établie sur la base des conditions économiques du mois zéro fixé par l'acte d'engagement.

Cette enveloppe est réputée calculée sur la base :

- D'une réalisation des travaux en lots séparés ou en « macro-lots », selon l'hypothèse d'allotissement la plus défavorable d'un point de vue financier ;
- Des résultats des investigations effectuées préalablement au concours et présents dans le dossier de consultation à destination des concepteurs.

**12.2 - Coût prévisionnel des travaux (Cp)**

Les coûts prévisionnels des travaux estimés à chaque phase de conception par le maître d'œuvre, sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé par l'acte d'engagement et relatif à Ef (enveloppe financière prévisionnelle des travaux fixés dans l'acte d'engagement). Dans le cas contraire, ces coûts prévisionnels sont ramenés dans cette date de valeur par utilisation des indices BT01.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux (Ef), puis du coût prévisionnel des travaux (Cp) défini lors de la validation de l'AVP.

Le cout prévisionnel des travaux tel qu'estimé par le maître d'œuvre à chaque phase de conception, doit être au plus égal au montant de l'enveloppe financière prévisionnelle (Ef) définie à l'acte d'engagement, puis du coût prévisionnel des travaux (Cp) défini lors de la validation de l'AVP.

Si néanmoins l'estimation de la maîtrise d'œuvre du coût prévisionnel des travaux, au moment de la remise des prestations d'une phase et à programme constant, est supérieure à l'enveloppe financière Ef arrêtée dans l'acte d'engagement (phase avant-projet) puis au coût prévisionnel des travaux (Cp) après validation de l'AVP :

Le pouvoir adjudicateur peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec Ef ou Cp;

Le pouvoir adjudicateur peut également décider d'appliquer des pénalités pour retard jusqu'à la fourniture du projet compatible avec Ef ou Cp.

Le maître d'œuvre s'engage sur le coût prévisionnel des travaux (Cp) sur la base des études d'AVP. Ce Cp est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'opération conformément au programme, à l'exclusion notamment :

- Des dépenses de libération d'emprise ;
- Des dépenses de travaux hors emprise définie au programme de l'opération ;
- Dépense d'exécution d'œuvre d'art, y compris travaux nécessaires à l'intégration de cette œuvre dans le bâtiment
- Du mobilier non intégré à l'ouvrage
- De tous les frais financiers.

### **12.3 - Fixation du coût prévisionnel des travaux (Cp) et du forfait définitif de rémunération – Clause de non proportionnalité de la rémunération au regard du coût des travaux – Clause de réexamen**

La rémunération provisoire du maître d'œuvre devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le respect de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

L'estimation du coût prévisionnel des travaux (Cp) remise par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet distingue :

- Le coût des travaux indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI)
- Le coût des travaux complémentaires nés d'aléas et sujétions apparus pendant les études de conception (CTA)
- Le coût des travaux complémentaires nés de modifications de programme validées par le maître d'ouvrage (CTM)

Pour passer de la rémunération provisoire du maître d'œuvre à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen suivante :

Si  $C_p > E_f$  :

Dans le cas où le coût prévisionnel des travaux serait supérieur à l'enveloppe financière affectée aux travaux, le montant définitif de la rémunération forfaitaire maximum pour la mission de base (Fd) est calculé dans les conditions suivantes :

$$F_d = F_p + (CTA + CTM) * F_p / E_f$$

où

Fd est le forfait définitif de rémunération

Fp est le forfait provisoire de rémunération

CTA est le coût des travaux complémentaires nés d'aléas et sujétions apparus pendant les études de conception

CTM est le coût des travaux complémentaires nés de modifications de programme validées par le maître d'ouvrage

Ef est l'enveloppe financière affectée aux travaux

Si  $C_p < E_f$  :

Dans le cas où le coût prévisionnel des travaux serait inférieur ou égal à l'enveloppe financière, le forfait définitif de rémunération resterait inchangé :

$$F_d = F_p$$

où

Fd est le forfait définitif de rémunération  
Fp est le forfait provisoire de rémunération

#### **12.4 - Estimation en phase projet**

L'estimation établie par le maître d'œuvre à l'issue de la phase PRO doit être inférieure ou égale au coût prévisionnel assorti du taux de tolérance Tp défini à l'acte d'engagement. En cas de dépassement, une reprise des études pourra être exigée ou le marché résilié.

#### **12.5 - Coût définitif des travaux (Cf)**

Le coût définitif est arrêté par le maître d'ouvrage à la notification du dernier contrat de travaux. Ce coût, fixé en valeur m0 précisé au contrat, sera égal à la somme des montants des marchés de travaux notifiés aux entreprises.

Ce coût sera déterminé sur proposition du maître d'œuvre en fin de phase ACT.

Ce coût sera notifié au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage.

#### **12.6 - Coût Constaté Final (CCF)**

Le Coût Constaté Final des travaux est égal à la somme des montants des décomptes généraux définitifs des contrats de travaux et de l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution de ces travaux, établi en valeur m0.

Le Coût Constaté Final sera élaboré sur proposition du maître d'œuvre.

#### **12.7 - Respect de l'enveloppe**

L'objectif du maître d'ouvrage est que le maître d'œuvre étudie et fasse exécuter l'opération dans le respect de l'enveloppe (modifiée des travaux de type TM, travaux modificatifs décidés par le maître d'ouvrage).

##### **1278.1 - Options techniques :**

Le maître d'œuvre devra conduire ses études de manière à proposer des options techniques telles qu'à tous les stades de l'opération, l'estimation ou le coût effectif des travaux puisse être ramené dans les limites découlant du coût prévisionnel des travaux (éventuellement corrigée des modifications de type "Tm" visées précédemment).

Si le maître d'ouvrage constate des dérives dans l'estimation, il peut exiger immédiatement du maître d'œuvre la reprise gratuite des études pour revenir dans les limites fixées. Les changements de prestations en résultant seront classés en TA (travaux complémentaires nés d'aléas et sujétions).

Pour respecter le coût prévisionnel des travaux, à tous les stades de sa mission, le maître d'œuvre reprendra gratuitement les études jusqu'à ce que les estimations soient respectées.

Il est précisé que les reprises gratuites d'étude s'inscrivent dans le cadre du délai contractuel des études, tout retard constaté est par conséquent pénalisable.

##### **1278.2 - Options économiques :**

Pour parer sans délai aux difficultés susceptibles de résulter de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre pourra préparer des options économiques et les faire figurer dans le dossier de consultation des entreprises. Ces options seront soumises à l'accord du maître d'ouvrage et étudiées par le maître d'œuvre à ses frais ; les études et réalisations devront être sans incidence sur les délais d'exécution. Ces options économiques seront classées en Tc.

Lors de l'étude des offres et en fonction des prix proposés, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de retenir certaines de ces options.

Les retours éventuels aux prestations d'origine, demandés par le maître d'ouvrage après passation des marchés de travaux, seront classés en Tm.

Dans l'hypothèse où malgré l'application des options économiques, le coût des travaux ne pourrait conduire à un prix inférieur au coût prévisionnel assorti de son taux de tolérance, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché dans les conditions prévues à l'[article 20](#) du présent CCAP.

### ARTICLE 13 - CONTROLE DES COUTS DE L'OPERATION

Le maître d'ouvrage institue une procédure de contrôle continu des coûts. Son objectif est de permettre de saisir très rapidement les variations de coût éventuelles, de manière à engager en temps opportun les actions correctives qui se révèlent nécessaires. Cette procédure consiste en la mise à jour mensuelle de la décomposition par lots du montant des travaux, au fur et à mesure de l'avancement des études et du chantier.

Le maître d'œuvre doit fournir mensuellement au maître d'ouvrage ou à son assistant qu'il désignera, les éléments nécessaires à l'établissement du coût final estimé de chacun des lots en intégrant toutes les variations prévisionnelles liées au déroulement des opérations.

Le maître d'œuvre établit un état faisant apparaître la décomposition de l'estimation des travaux par lot, le cas échéant. Cet état comporte en annexe l'origine et le montant des modifications apportées au projet conformément aux dispositions ci-dessous en distinguant :

- les prestations "Tm" introduites sur demande du maître d'ouvrage
- les prestations "Tc" introduites par le maître d'œuvre.

Cet état est produit par le maître de l'œuvre en euros H.T. valeur m0.

Le maître d'œuvre, pour satisfaire à la bonne exécution des ouvrages ou par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans les études ou d'erreurs dans la conduite des travaux peut proposer des prestations modificatives référencées Tc.

Les modifications de type Tc apparaissant après la conclusion du marché de travaux sont comptabilisées séparément après accord du maître d'ouvrage sur les ouvrages modifiés et sur l'évaluation proposée par le maître d'œuvre.

Les montants correspondants ne sont pas susceptibles de modifier l'estimation définitive ou le coût notifié des travaux. L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du maître d'œuvre. Le forfait de rémunération restera dès lors inchangé, sous réserve de l'application des pénalités définies aux articles 9 et 10 ci-dessus. Ces modifications ne doivent pas avoir pour conséquence une quelconque modification du calendrier prévisionnel.

Toutefois si ces modifications sont consécutives à des événements non prévisibles au moment de l'établissement du dossier de consultation, elles peuvent, après accord du maître d'ouvrage, être classées en Tm.

## ARTICLE 14 - COMPARAISON ENTRE PREVISION ET REALITE

Les termes Cp (coût prévisionnel), Cf (coût définitif) et CCF (coût constaté final) sont à considérer dans la suite comme des termes génériques.

### 14.1 – Comparaison entre Cp, Cf et CCF

Pour permettre une comparaison entre Cp, Cf et CCF, ces divers éléments sont ramenés par le maître d'ouvrage en valeur m0 comme indiqué à [l'article 14.2](#) du présent CCAP.

La comparaison entre prévision et réalité s'effectue :

1) au stade de la notification des marchés de travaux, entre le Coût Prévisionnel (Cp) assorti du taux de tolérance provisoire (Tp) fixé à l'article 2.3 de l'Acte d'Engagement, et le Coût définitif (Cf) :

$$\text{Écart } e1 = [Cp \times (1+Tp)] - Cf$$

2) au niveau du chantier, entre le Coût Constaté Final (CCF) et le coût définitif des travaux (Cf) assorti du taux de tolérance définitif (Td) fixé à l'article 2.3 de l'Acte d'Engagement, et éventuellement corrigée des travaux modificatifs de type Tm :

$$\text{Écart } e2 = [Cf \times (1+Td) \pm Tm] - CCF$$

Dans le calcul de l'écart e2, ne sont pas prises en compte les plus-values éventuelles résultant du remplacement d'une entreprise défaillante ou de l'application de pénalités.

Dans l'hypothèse où un entrepreneur n'accepte pas le décompte général et fait un recours gracieux, amiable ou contentieux, le coût constaté est fixé sans attendre par décision du maître d'ouvrage. Si le maître d'œuvre conteste cette décision, il est procédé par le maître d'ouvrage au règlement provisoire des comptes sur la base du coût constaté arrêté par lui, et la réclamation est instruite selon les procédures habituelles.

### 14.2 - Comparaisons des coûts effectuées en valeur m0

Pour ce faire, le montant de chaque marché sera ramené en valeur m0 de la façon suivante :

$$P_{m0} = P_{mi} (BTx_{m0} / BTx_{mi})$$

où

P<sub>m0</sub> est le montant d'un marché en valeur m0,

P<sub>mi</sub> est le montant de ce même marché à la date de la comparaison,

BT x m0 et BT x mi les valeurs des index de révision de chaque marché à ces mêmes dates.

## ARTICLE 15 - ECART TOLERE ET REMUNERATION FINALE

Sous réserve de modifications de rémunération et des modifications du prix résultant de l'article 6, la rémunération finale est calculée comme exposé ci-après ; tous les éléments de calcul étant ramenés en valeur m0.

### 15.1 - Première phase (études)



Le Coût définitif des travaux (Cf) ne doit pas être supérieur au coût prévisionnel des travaux (Cp) assorti du taux de tolérance provisoire (Tp) fixé à l'Acte d'Engagement.

Si  $e1 < 0$ , sur décision du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit reprendre ses études, sans rémunération complémentaire, pour revenir dans les limites fixées. Ces études complémentaires seront telles qu'elles ne perturbent en rien le planning général de déroulement des travaux.

Si au terme de ces études complémentaires, le maître d'œuvre n'a pas pu revenir dans les limites fixées, le maître d'ouvrage pourra décider la résiliation du marché dans les conditions définies à [l'article 19.3](#) du présent CCAP.

Le délai pour ces reprises éventuelles d'études sera notifié au maître d'œuvre. En cas de retard dans la remise de ces études complémentaires, ce dernier encourra une pénalité dans les conditions fixées à [l'article 9.3](#) du présent CCAP.

## **15.2 - Deuxième Phase (achèvement des travaux)**

### **15.2.1. Attention portée par le maître d'œuvre au CCF**

Le maître d'ouvrage attache une très grande importance à ce que le Coût Constaté Final (CCF) des travaux soit inférieur au coût définitif des travaux (Cf) augmenté du taux de tolérance (Td) fixé à l'Acte d'Engagement.

### **15.2.2. Respect des objectifs**

Une formule d'incitation au respect de cet objectif est instituée dans les conditions suivantes :

- Si  $e2 = 0$ , le forfait de rémunération reste inchangé
- Si  $e2 < 0$ , le forfait de rémunération est diminué de la plus petite des deux sommes suivantes :
  - \*  $2S \times e2$  où S est le taux résultant du rapport de la rémunération de la mission de base du maître d'œuvre sur le montant de l'enveloppe financière de travaux définis à l'acte d'engagement et  $e2$  l'écart défini à l'article 14.1 ci-dessus,
  - \* 15 % de la somme des montants des éléments de mission postérieurs à la passation des contrats de travaux.

### **15.2.3 Retenues intermédiaires**

Si en cours d'exécution des travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs Tm), dépasse le coût définitif des travaux (Cf) augmenté du taux de tolérance (Td) fixé à l'Acte d'Engagement, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission concernés.

## **16.0 – Démarche BIM et maquette numérique**

L'opération ne fait pas l'objet d'une démarche BIM.

### **16.1 - Hygiène et sécurité**

Le maître d'œuvre assume le rôle qui lui est imparti en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier par la réglementation en vigueur. Le maître d'œuvre s'assure que l'entrepreneur prend sur le chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Le maître d'œuvre informe l'entrepreneur de tout dysfonctionnement occasionné par le personnel intervenant sur le chantier et entravant le bon déroulement de celui-ci.

En cas d'inobservation par l'entrepreneur des prescriptions d'hygiène et sécurité, le maître d'œuvre peut prendre aux frais de l'entrepreneur les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable.

### **16.2 - Organisation des études et du suivi des travaux**

#### **16.2.1. Réunions de coordination**

Le maître d'ouvrage impose des réunions de coordination et de suivi des études qui se tiennent en un lieu défini par le maître d'ouvrage en présence du représentant désigné du maître d'œuvre pour assurer les responsabilités et prendre les décisions découlant de l'exécution du présent contrat. Ce représentant peut être assisté d'un suppléant en cas d'absence.

Le maître d'ouvrage dresse l'ordre du jour et l'adresse au maître d'œuvre au plus tard la veille de la réunion.

Le maître d'ouvrage en dresse le compte-rendu et le notifie au maître d'œuvre.

Ce compte-rendu relate notamment les sujets abordés, les observations éventuelles et les décisions prises lors de ces réunions. Le maître d'œuvre s'oblige à tenir compte des observations du maître d'ouvrage et des décisions portées dans ce compte-rendu. En l'absence de remarques écrites du maître d'œuvre sur celui-ci, dans un délai de 4 jours à compter de la notification dudit compte-rendu, les décisions qui y sont formulées sont réputées acquises et acceptées par les parties.

#### **16.2.2. Organisation des équipes**

La collaboration de spécialistes peut être requise par le maître d'ouvrage dans le cadre des obligations définies par le présent marché. Ces spécialistes, payés par le maître d'œuvre, sont soumis à l'agrément du maître d'ouvrage, ils interviennent en qualité de consultants.

### **16.2.3. Collaborateurs du maître d'œuvre**

Le maître d'œuvre désignera son ou ses collaborateurs habilités à le représenter auprès du maître d'ouvrage pour les besoins de l'exécution du marché dans les 5 jours suivant la notification du marché.

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE si, en cours de marché, le maître d'œuvre décide de remplacer ses collaborateurs, il soumet à l'acceptation du maître d'ouvrage les nouveaux collaborateurs en lui précisant leurs références.

Le maître d'ouvrage peut également récuser directement certains collaborateurs ; dans ce cas, le maître d'œuvre s'oblige à remplacer les collaborateurs recusés.

### **16.2.4 Ordres de service**

Dans le cadre du contrôle général des travaux, le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur. Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre, et notifiés par celui-ci à l'entrepreneur.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés à l'entrepreneur, qui a seul qualité pour présenter des réserves. En cas de groupement, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seul qualité pour présenter des réserves.

Toutefois, le représentant du maître d'ouvrage notifiera lui-même les décisions relatives :

- à la non-exécution d'une tranche optionnelle,
- à l'arrêt des travaux,
- au démarrage de la période de préparation,
- à la prolongation de la période de préparation,
- à l'autorisation de reprendre les travaux suite à des mesures coercitives.

Les ordres de service prescrivant à l'entrepreneur des travaux supplémentaires ou modificatifs devront être préalablement visés par le représentant du maître d'ouvrage. Le visa du représentant du maître d'ouvrage ne dégage pas le maître d'œuvre de sa responsabilité de maître d'œuvre ni de ses obligations en matière de contrôle des délais et du coût de l'opération.

### **16.2.5. Forme de présentation des plans et pièces écrites dus au titre du présent marché**

a) Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage en **2** exemplaires dont un reproductible, et version informatique selon les formats suivants :

- Documents textes (Acte d'engagement, CCAP, CCTP...) : Word (.doc) **ET** acrobat reader (.pdf)
- Documents chiffrés (DPGF, BPU, DQE...) : Excel (.xls) **ET** acrobat reader (.pdf)
- Plans : Autocad (dwg, dwt et plt) **ET** acrobat reader (.pdf)
- Images, photos... : Format .jpeg

b) L'exemplaire reproductible de chaque plan remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage est présenté sous la forme de calques ou contrecalques laqués de 110 à 120g/m<sup>2</sup> ou éventuellement sur polyester de 50µ. Les contrecalques ne dépassent pas la 2ème génération depuis l'original. Le dessin est réalisé suivant les normes AFNOR.

Chaque exemplaire est d'un format conforme AFNOR, soit A2 à A0, avec exceptionnellement le format A3. Il comporte une échelle métrique graphique ainsi qu'un cartouche avec numéro de codification conforme à la règle fixée par le maître d'ouvrage.

c) L'exemplaire reproductible de chacune des pièces écrites, schémas annexés, notes de calculs, notices d'entretien et d'utilisation et tous documents entrant dans le concept de maintenance est présenté sur papier reproductible en format A4, exceptionnellement A3, sous la forme d'un document relié.

Chaque document a pour première page le cartouche avec numéro de codification conforme à la règle fixée par le maître d'ouvrage.  
Pour les dossiers de consultation des entreprises, tous les dossiers reproductibles doivent être en noir et blanc exclusivement.

### **16.3 - Utilisation des normes et de la langue française**

Dans tous les documents fournis, le maître d'œuvre s'engage à n'appliquer que les normes et les mesures françaises ou autres normes applicables en France en vertu des accords internationaux ou de la transposition de directives européennes, en application du décret n°2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation. Les dérogations éventuelles à ces normes doivent être motivées et récapitulées dans les contrats de travaux.

Tous les documents seront rédigés en langue française.

<b>ARTICLE 17 - UTILISATION DES RESULTATS – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE- OBLIGATION DE DISCRETION</b>
--

### **17.1 - Utilisation des résultats et droits de propriété intellectuelle**

Il sera fait application des articles 22, 23 et 24 du CCAG-MOE en tenant compte des dérogations suivantes :

#### Sur la concession de droits d'utilisation sur les résultats :

Le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché les droits afférents aux résultats et notamment le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tous moyens et toutes formes (plans, études, avant-projet, esquisses, croquis, maquettes, etc.) Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et pour le monde entier. Le maître d'œuvre concède également par les présentes au maître d'ouvrage les droits de reproduction, de représentation et d'adaptation de l'image de l'œuvre architecturale. Ces notions s'entendent au sens des articles L 122-2 et L 122-3 du Code de la propriété intellectuelle.

Cette concession qui porte sur l'ensemble des résultats au sens de l'article 22 du CCAG-MOE et notamment sur l'image du bâtiment, ses plans, études, avant projets, esquisses, croquis, maquettes, etc., est réputée rémunérée forfaitairement par les honoraires versés au maître d'œuvre au titre du présent marché.

Elle est consentie à titre non exclusif, pour la durée légale de la propriété littéraire et artistique de l'œuvre et pour le monde entier, et sur tout support connu ou non encore connu à ce jour, y compris les réseaux en ligne.

Le maître d'œuvre conserve le droit d'exploiter librement, lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers, l'image de l'œuvre dans le cadre de ses activités professionnelles, à savoir : les articles de presse, les revues, les traités, conférences, publications écrites, télévisées ou filmées consacrées par lui ou par des tiers à ses travaux, sous réserve que soit mentionné le nom du maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre, par son exploitation des résultats, ne doit pas porter atteinte aux droits ou à l'image du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre peut également procéder à la publication des résultats sous réserve du respect des documents particuliers du marché et de l'accord préalable du maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l'exécution du marché.

## **17.2 – Obligation de discrétion**

Le maître d'œuvre est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le maître d'œuvre s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

<b>ARTICLE 18 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION</b>
---

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à [l'article 1.5](#) du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

<b>ARTICLE 19 - ACHEVEMENT DE LA MISSION</b>
--

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « parfait achèvement » (prévue à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission du maître d'œuvre fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par le représentant du maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le maître d'œuvre a rempli toutes ses obligations.

Par dérogation à l'article 20.3 du CCAG-MOE, cette demande ne pourra en tout état de cause être faite avant l'expiration du délai d'un an à compter de la dernière date de réception des différents marchés de travaux et après production par le maître d'œuvre des constats de parfait achèvement, établis par lui-même.

ARTICLE 20 - RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 6 du CCAG-MOE (articles 25 à 34) avec les précisions et dérogations suivantes :

**20.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général**

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 31 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%) des éléments non réalisés.

**20.2 – Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre**

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 30.1 du CCAG-MOE, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le maître d'œuvre est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé :

- à 5 jours à dater de la réception de la mise en demeure pour les obligations auxquelles le maître d'œuvre est tenu en application de l'article 41 du CCAG-Travaux,
- à 15 jours à dater de la réception de la mise en demeure pour les autres obligations.

**20.3 – Résiliation du fait d'un dépassement du coût prévisionnel**

En complément du chapitre 6 du CCAG-MOE, dans le cas du dépassement du coût prévisionnel assorti du taux de tolérance (Tp) visé dans l'acte d'engagement, la résiliation peut être prononcée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas les conditions financières de la résiliation seraient identiques à celles visées aux articles 30 et 32 du CCAG-MOE.

**20.4 – Résiliation du fait d'un dépassement des délais**

En complément du chapitre 6 du CCAG-MOE et compte tenu des objectifs du maître d'ouvrage visant à respecter les coûts et les délais, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de mettre fin à la mission du maître d'œuvre si un dépassement exclusivement imputable à celui-ci du délai global supérieur à 6 mois était constaté par rapport au calendrier.

Dans ce cas les conditions financières de la résiliation seraient identiques à celles visées aux articles 30 et 32 du CCAG-MOE.

ARTICLE 21 - CLAUSES DIVERSES
-------------------------------

**21.1 - Suivi de l'exécution des travaux :**

L'équipe chargée de suivre l'exécution des travaux sera présente sur le chantier autant que de besoin.

Les opérations préalables à la réception s'effectueront en présence du maître d'ouvrage si nécessaire. Celui-ci fera ses observations éventuelles au maître d'œuvre qui devra alors faire procéder aux levées de réserves.

**21.2 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail :**

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

**21.3 - Arrêt momentané des prestations :**

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations du maître d'œuvre, pour des causes non imputables à celui-ci, le forfait de rémunération et les délais d'exécution seront aménagés en fonction des incidences de l'allongement des délais. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

**21.4 – Exécution de la prestation aux frais et risques :**

En application de l'article 34 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du maître d'œuvre, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-MOE, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

ARTICLE 22 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES
--

**22.1 - Assurance décennale :**

Le maître d'œuvre est tenu de s'assurer pour garantir sa responsabilité décennale.

La police sera souscrite auprès d'une compagnie dûment agréée par la Direction des Assurances et comportera des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

**22.2 - Responsabilité professionnelle autre que décennale :**

Le maître d'œuvre devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

### **22.3 - Assurance complémentaire du maître d'œuvre :**

Le maître d'œuvre devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

### **22.4 - Assurances complémentaires du maître d'ouvrage :**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour cette opération les polices suivantes : tous risques chantier et responsabilité civile.

### **22.5 - Justification :**

Le maître d'œuvre titulaire du présent marché devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivants et à l'article 2270 du Code civil. Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241-1 du Code des assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

Le maître d'œuvre produira à cet effet une attestation nominative de chantier qui comportera la liste exacte des activités pour lesquelles il est garanti et les montants des garanties. Ce contrat comportera une clause assurant le maintien de la garantie pour toute la durée de la responsabilité pesant sur l'assuré pour tous les chantiers ouverts pendant la durée de validité de celui-ci.

De plus ce contrat sera souscrit avec abrogation de la règle proportionnelle dans tous les cas et il garantira également les sous-traitants de niveau 1 (mais uniquement pour les activités pour lesquelles le maître d'œuvre est garanti à titre principal).

Le maître d'œuvre du présent marché fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que celui-ci s'engage à aviser le maître d'ouvrage lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (article L. 113-3 du Code des assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quel qu'en soit le motif.

Une attestation semblable devra être fournie à l'appui du projet de décompte final.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le maître d'œuvre encourt la pénalité fixée à [l'article 11.2](#) du présent CCAP.

<b>ARTICLE 23 - REGLEMENT DES DIFFERENDS</b>
--

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de PARIS.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif de règlement amiable.



ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU CCAG-MOE
--------------------------------------

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-MOE, le présent CCAP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.